



Gouvernement
Publications

D

RÉVISION DES LOYERS

CAZON

CC

-79R24

Ministère de
la Consommation
et du
Commerce

Voici les faits

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



Limite d'augmentation

Cette brochure mentionne plusieurs fois la "limite d'augmentation".

À partir du 27 octobre 1977, la limite d'augmentation pour les loyers est de 6%. Avant le 27 octobre 1977, cette limite d'augmentation était de 8%.

En ce qui concerne les augmentations de 8% entrant en vigueur à compter du 27 octobre 1977 et dont les locataires ont été avertis avant le 27 octobre 1977:

- une augmentation de 6% peut être perçue au lieu d'une augmentation de 8%
- les propriétaires peuvent faire une demande d'augmentation de 8% auprès du Bureau de révision des loyers à condition que la demande soit soumise au moins 60 jours avant le commencement ou le renouvellement du contrat de location qui fait l'objet de l'augmentation
- le propriétaire peut demander l'autorisation de percevoir une augmentation supérieure à celle de l'avis original grâce à la procédure de révision des loyers, à condition qu'il envoie un nouvel avis d'augmentation au moins 90 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'augmentation proposée et en fait la demande au bureau de la révision des loyers, et à condition qu'il n'ait pas conclu de contrat de location qui lui interdirait d'en faire la demande.

Table des Matières

La révision des loyers en Ontario

Les débuts Page

Depuis le 18 décembre 1975, la révision des loyers est soumise aux règlements de la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation 5

Quelques principes

La révision des loyers s'applique à la plupart, des contrats de location domiciliaire, qu'ils soient verbaux, écrits ou tacites, de caractère permanent ou périodique 5

Pour chaque habitation locative, le propriétaire n'a le droit de demander qu'une augmentation par période de douze mois 5

Le propriétaire doit aviser son locataire par avis écrit au moins 90 jours à l'avance de toute augmentation de loyer; cet avis doit être accompagné de raisons écrites justifiant l'augmentation 6

Demande de révision de loyers

Si l'augmentation de loyer proposée dépasse la limite autorisée, le propriétaire doit soumettre une demande de révision de loyer au moins 60 jours avant le commencement ou le renouvellement d'un contrat de location 7

Un locataire peut faire une demande de révision de loyer pour toute augmentation de loyer, qu'elle soit supérieure ou non à la limite autorisée 7

Un locataire peut demander une audience si un arrêt des services entraîne une réduction de l'utilisation et de la jouissance de l'unité locative 8

Effet des demandes

Quand un propriétaire fait une demande de révision de loyer pour obtenir l'autorisation d'augmenter un loyer, un agent de révision des loyers organise une audience pour examiner la demande 9

L'audience

L'audience est un simple examen des faits au cours duquel l'agent de révision des loyers a pour rôle de protéger les droits de chaque partie 10

L'ordre de l'agent de révision des loyers

Page

La décision prise par l'agent de révision des loyers prend la forme d'un ordre statuant sur le loyer maximum autorisé pour la location de l'unité pendant une période déterminée

11

Le droit d'appel

L'ordre ou la décision d'un agent de révision des loyers peuvent être contestés par un propriétaire ou un locataire devant le conseil de révision des loyers des locaux d'habitation

12

Exemptions de la loi

Certains aspects des relations entre propriétaire et locataire ne relèvent pas de la législation gouvernant la révision des loyers

13

Certains locaux domiciliaires sont exemptés de la révision des loyers

13

Application de la loi

La procédure de révision des loyers et celles qui régissent l'observation du programme permettent au public de faire valoir ses droits garantis par la loi

14

L'article 17 de la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation prévoit des poursuites en cas d'infraction à la loi

15

Les débuts

Depuis le 18 décembre 1975, la révision des loyers est soumise aux règlements de la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation

Depuis sa création, le programme de révision des loyers considère les besoins des locataires et des propriétaires. Il veille à ce que les locataires de locaux domiciliaires ne subissent pas d'augmentations injustes de loyers. Il permet également aux propriétaires d'être remboursés pour des frais accrus et de les répercuter sur les locataires lors du renouvellement des contrats de location.

Quelques principes

La révision des loyers s'applique à la plupart des contrats de location domiciliaire, qu'ils soient verbaux, écrits ou tacites, de caractère permanent ou périodique.

Un contrat de location est un accord conclu entre propriétaire et locataire réglementant la possession de locaux domiciliaires en location. Un contrat peut être pour une période déterminée; par exemple, un bail de deux ou cinq ans, ou peut être périodique, sans terme fixe spécifié. Les contrats périodiques sont souvent verbaux et s'appliquent à des locations mensuelles ou hebdomadaires.

La révision des loyers ne s'applique pas seulement à des baux écrits. Elle s'applique à tous les contrats de location, écrits, verbaux ou tacites, exception faite de certains cas mentionnés plus loin dans cette brochure. Personne ne peut céder, soit par écrit, soit verbalement, le droit à la révision des loyers.

Pour chaque habitation locative, le propriétaire n'a le droit de demander qu'une augmentation par période de douze mois.

La loi définit la "location" comme étant le total du montant payé ou payable pour obtenir l'occupation d'un local domiciliaire et pour tout service, privilège, local ou objet que le propriétaire fournit au locataire. Ceci comprend les services ou privilèges comme le stationnement ou la télédistribution qui sont spécifiés dans le contrat de location. Toute augmentation supplémentaire à ces frais proposée par le propriétaire, que ce soit pour l'unité elle-même ou pour des services à l'unité constitue une augmentation de loyer.

Bien qu'un arrêt des services soit considéré comme une augmentation de loyer, il peut avoir lieu dans les douze mois suivant une augmentation antérieure.

L'augmentation maximale qu'un propriétaire peut demander sans avoir recours à la révision des loyers est la limite prescrite par la loi et ses dispositions. La loi stipule qu'un propriétaire ne peut demander qu'une augmentation par année pour chaque unité locative. Ce règlement s'applique au local et non pas aux locataires ou aux propriétaires du local au cours de l'année.

La loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation est en vigueur jusqu'au 31 décembre 1978. Certaines dispositions affectant la révision des loyers resteront toutefois en vigueur passé cette date. Si par exemple, une augmentation de loyer est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1978, aucune autre augmentation ne pourra être perçue tant que l'année ne se sera pas écoulée, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} avril 1979.

Le propriétaire doit aviser son locataire par avis écrit au moins 90 jours à l'avance de toute augmentation de loyer; cet avis doit être accompagné de raisons écrites justifiant l'augmentation.

La loi sur les propriétaires et les locataires exige que le propriétaire avise le locataire par écrit de toute augmentation de loyer proposée au moins 90 jours avant la fin du contrat de location. S'il s'agit d'un bail, cet avis doit être donné au plus tard 90 jours avant la fin du bail. En ce qui concerne les locations périodiques, l'avis doit être donné au plus tard 90 jours avant la fin de la période de location.

Il n'y a pas de formulaire obligatoire que le propriétaire doit utiliser à cet effet. Toutefois, pour se conformer à la loi sur les propriétaires et les locataires et à la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation, l'avis doit nommer le local, indiquer le montant de l'augmentation, donner la date proposée pour l'augmentation, ainsi que les raisons.

Des formulaires pratiques pour aviser les locataires d'une augmentation en donnant les raisons sont disponible sur demande auprès des bureaux régionaux de révision des loyers.

Chaque augmentation de loyer proposée, qu'elle soit supérieure ou non aux limites autorisées, doit être annoncée en bonne et due forme, accompagnée d'une explication écrite, dans les 90 jours.

Demande de révision de loyers

Si l'augmentation de loyer proposée dépasse la limite autorisée, le propriétaire doit soumettre une demande de révision de loyer au moins 60 jours avant le commencement ou le renouvellement d'un contrat de location.

Il n'est pas nécessaire qu'un propriétaire demande une révision de loyer si l'augmentation proposée pour une unité locative particulière ne dépasse pas la limite autorisée. S'il n'y a pas eu d'augmentation pendant une année et que l'augmentation du loyer a été dûment annoncée, le propriétaire peut augmenter le loyer légal du dernier mois du contrat de location au taux d'augmentation autorisé, sans pour cela avoir recours à la révision des loyers.

Si un propriétaire a l'intention de demander une augmentation dépassant la limite autorisée, il doit soumettre une demande de révision de loyer. Il lui faut remplir un formulaire et en donner des copies comme prescrit au locataire et au bureau régional de révision des loyers (voir les adresses des bureaux régionaux de révision des loyers à la fin de cette brochure).

Cette demande doit être présentée au moins 60 jours avant le commencement ou le renouvellement d'un contrat de location permanente ou, dans le cas d'une location périodique, au moins 60 jours avant l'augmentation proposée. Une augmentation de loyer ne sera prise en considération qu'à la condition d'avoir été présentée dans les délais prescrits.

Le propriétaire doit compléter et présenter une demande séparée pour chaque unité locative pour laquelle l'augmentation dépasse la limite autorisée. Il ne suffit pas qu'un propriétaire fasse une demande pour un grand immeuble domiciliaire à plusieurs appartements.

Une fois que le propriétaire a présenté sa demande de révision de loyer, elle ne peut être retirée. L'agent de révision des loyers tient une audience et peut alors considérer l'annulation de la demande.

Un locataire peut faire une demande de révision de loyer pour toute augmentation de loyer, qu'elle soit supérieure ou non à la limite autorisée.

Quand un propriétaire donne à un locataire avis d'une augmentation de loyer, le locataire dispose de 60 jours à partir de la réception de l'avis pour contester l'augmentation en remplissant un formulaire (disponible

auprès des bureaux régionaux de révision des loyers) et en le présentant au Bureau de révision des loyers, demandant justification de l'augmentation. Une copie du formulaire rempli doit aussi être envoyée au propriétaire.

Il y a lieu de noter qu'en cas d'arrêt des services ou des privilèges fournis jusque là par le propriétaire, il n'y a pas de date limite pour la demande du locataire. Une telle demande constitue une demande de réduction du loyer à partir de la date de la demande, réduction équivalant à la valeur du service ou du privilège arrêté.

La demande de justification présentée par le locataire prévient le propriétaire que le locataire n'est pas convaincu du bien-fondé de l'augmentation proposée et désire qu'elle soit justifiée.

Une fois la copie de la demande du locataire en main, le propriétaire a 15 jours pour conclure un accord avec le locataire en vue de réduire le loyer à un niveau ne dépassant pas le montant autorisé par la limite, ou pour faire sa propre demande de révision pour l'augmentation proposée.

Si le propriétaire et le locataire s'entendent, comme dans le premier cas, et que l'augmentation décidée ne dépasse pas la limite autorisée, l'affaire est classée.

Si aucune entente n'est conclue, que ce soit dans le cas d'une augmentation supérieure ou non à la limite autorisée, le propriétaire doit répondre dans les 15 jours à l'avis du locataire en remplissant et soumettant une demande de révision du loyer.

Au cas où le propriétaire ne réponde ni d'une façon ni d'une autre dans les 15 jours, le locataire peut soumettre une demande d'annulation de l'augmentation du loyer auprès du bureau de révision des loyers. Ce formulaire, disponible auprès des bureaux de révision des loyers, demande à l'agent de révision de déclarer l'augmentation proposée nulle et non avenue. Sur réception d'une demande de ce genre, l'agent de révision des loyers tient une audience d'annulation.

Un locataire peut demander une audience si un arrêt des services entraîne une réduction de l'utilisation et de la jouissance de l'unité locative.

La cessation de l'offre de service, privilège, local ou objet compris auparavant dans le contrat de location est considérée comme une augmentation du loyer si cette cessation entraîne une réduction d'utilisation et de jouissance de l'unité locative. Dans ce cas, le locataire peut

demander une révision en remplissant un formulaire et en le soumettant au bureau régional de révision des loyers. Il doit envoyer ou présenter une copie de cette demande au propriétaire.

Sur la base de cette demande, l'agent de révision des loyers tient une audience. Il décide alors s'il y a eu cessation de l'offre de service, privilège, local ou objet entraînant réduction d'utilisation ou de jouissance de l'unité par le locataire. Si c'est le cas, l'agent de révision des loyers établit la valeur du service interrompu et ordonne une réduction correspondante du loyer.

Effet des demandes

Quand un propriétaire fait une demande de révision de loyer pour obtenir l'autorisation d'augmenter un loyer, un agent de révision des loyers organise une audience pour examiner la demande.

Sur réception d'une demande de révision, le propriétaire et le locataire intéressés sont avisés des date, heure et lieu de l'audience par un avis d'audience. Cet avis est envoyé dans les 30 jours qui suivent la réception d'une demande.

Au cas où un propriétaire a soumis des demandes de révision de loyers pour plusieurs habitations locatives dans un même édifice ou ensemble domiciliaire, l'agent de révision des loyers peut décider de convoquer tous les requérants et de considérer toutes les demandes en même temps. Sur réception d'une seule demande de révision de loyer, l'agent de révision des loyers peut aussi demander au propriétaire de présenter une demande de révision pour les autres unités locatives du même édifice ou ensemble domiciliaire.

Etant donné que le montant de l'augmentation autorisée est basé sur les augmentations de frais anticipées par le propriétaire, l'agent de révision des loyers doit disposer avant l'audience, de certains renseignements concernant les frais d'exploitation et les revenus de l'édifice ou de l'ensemble domiciliaire.

Les propriétaires et les locataires peuvent se procurer un État des coûts et recettes, document servant à fournir les renseignements requis, ainsi que le Guide pour sa préparation auprès des bureaux de révision des loyers. Sans les renseignements concernant les coûts et les recettes, soit sur le formulaire établi par le programme, soit d'une autre façon, l'agent de révision des loyers n'est pas en mesure de s'appuyer sur des données pour accorder une augmentation de loyer.

L'audience

L'audience est un simple examen des faits au cours duquel l'agent de révision des loyers a pour rôle de protéger les droits de chaque partie.

Une audience de révision des loyers n'est pas aussi formelle qu'une séance au tribunal. L'audience n'a pas pour objectif de dresser le propriétaire contre les locataires. Il n'est pas nécessaire que le propriétaire ou le locataire se fassent représenter par un avocat.

L'agent de révision des loyers aide les parties intéressées en leur expliquant de façon simple les pouvoirs qu'il peut exercer selon la loi sur la révision des loyers domiciliaires, le but de l'audience et les problèmes qui en font l'objet. Il explique aussi la procédure suivie au cours de l'audience et les droits et les obligations des parties intéressées.

Pendant l'audience, lors de la discussion de l'augmentation de loyer par le propriétaire, l'agent de révision des loyers examine les renseignements soumis comme justificatifs de l'augmentation. Toutes les parties intéressées peuvent examiner tous les documents présentés au bureau de révision des loyers soit avant, soit pendant l'audience.

Au cours de l'examen de l'Etat des coûts et recettes, l'agent de révision des loyers vérifie les détails et sollicite les questions des locataires concernant les données sur les coûts et les recettes.

L'agent de révision des loyers ne prend pas immédiatement de décision après l'audience. Tous les témoignages et les documents sont d'abord soumis à une analyse; puis une décision est prise et présentée sous forme d'un ordre écrit. Toutes les parties participant à l'audience reçoivent des copies de la décision de l'agent de révision des loyers.

Il est important d'assister à l'audience. Si ce n'est pas possible, les personnes intéressées doivent, en remplissant le formulaire de l'avis d'audience qui leur a été envoyé par le Bureau de révision des loyers, nommer une personne autorisée à les représenter. Ceux qui assistent à l'audience peuvent charger une personne de faire office de porte-parole.

En cas d'appel, la présence est importante. Les parties qui n'assistent pas à une audience ou qui ne s'y font pas représenter, risquent de perdre leur droit d'appel contre la

décision d'un agent de révision des loyers. Afin de faire appel, ils doivent présenter par écrit une demande d'appel au Conseil s'ils n'ont pas pu assister à l'audience originale de révision du loyer.

L'ordre de l'agent de révision des loyers

La décision prise par l'agent de révision des loyers prend la forme d'un ordre statuant sur le loyer maximum autorisé pour la location de l'unité locative pendant une période déterminée.

Afin de décider quelle augmentation peut être autorisée, l'agent de révision des loyers doit examiner les renseignements fournis concernant les coûts et les recettes, y compris tous les chiffres donnés sur les frais d'exploitation et les dépenses en immobilisations encourus par le propriétaire. Il étudie tous les exposés faits par les locataires, l'historique des loyers des unités faisant l'objet de l'audience, les hypothèques ou les arrangements financiers, et décide si le propriétaire subit des pertes.

La décision de l'agent de révision des loyers est basée sur la règle des coûts répartis, ce qui veut dire que les augmentations de frais justifiées amènent une augmentation des loyers pour permettre au propriétaire de rentrer dans ses fonds. L'agent de révision des loyers n'ordonne jamais d'augmentation de loyer supérieure à celle demandée par le propriétaire.

La décision rendue par l'agent de révision des loyers prend la forme d'un ordre accompagné de raisons écrites. Cet ordre stipule le loyer maximum autorisé pour une unité locative spécifiée au cours d'une période déterminée. Ce montant reste en vigueur pour cette unité, même si les locataires ou les propriétaires changent au cours de cette période.

Un ordre déposé après la date d'entrée en vigueur de l'augmentation proposée peut être rétroactif. L'ordre peut stipuler que le propriétaire doit, dans les cinq jours, rembourser au locataire toutes les sommes dues. Si le propriétaire ne s'exécute pas, le locataire a le droit de déduire le montant spécifié du loyer du mois suivant et des versements subséquents jusqu'à ce qu'il soit remboursé intégralement.

Si l'ordre stipule que le locataire doit un certain montant au propriétaire, ce montant devient un paiement légal dû au propriétaire.

Le droit d'appel

L'ordre ou la décision d'un agent de révision des loyers peuvent être contestés par un propriétaire ou un locataire devant le Conseil de révision des loyers des locaux domiciliaires.

Le Conseil est un organisme indépendant du programme de révision des loyers. Deux membres du Conseil au minimum, dont un représente les locataires, peuvent se réunir, entendre des appels et rendre des décisions. L'appel est une nouvelle audience au cours de laquelle le Conseil peut examiner tous les témoignages qu'il juge appropriés.

Afin d'avoir le droit d'appeler, le requérant doit déposer un avis d'appel dans les 21 jours civils qui suivent la date de l'ordre de l'agent de révision des loyers, soit par remise personnelle de l'avis, soit par envoi par courrier recommandé au Conseil au 60 ouest, rue Bloor, 7^e étage, Toronto M4W 3B8. Les copies de l'appel doivent être distribuées à toutes les parties intéressées dans les sept jours qui suivent son dépôt.

Si la partie désireuse de faire appel n'a pas assisté à l'audience tenue par l'agent de révision des loyers ou ne s'y est pas faite représenter, il faut, avant que l'appel puisse avoir lieu, qu'elle obtienne la permission du Conseil.

Le propriétaire peut remplir un avis d'appel pour plusieurs unités locatives d'un même édifice ou ensemble domiciliaire en joignant une liste de ces unités ainsi que les noms des locataires de chaque unité.

Le dépôt d'un appel d'un ordre de l'agent de révision des loyers ajourne la décision ou l'ordre de l'agent jusqu'au moment où le Conseil prend une décision. En cas d'appel, un locataire devant obtenir remboursement autorisé par un ordre de l'agent de révision des loyers, ne peut pas le réclamer ou le déduire du loyer du mois suivant. De même, si c'est le locataire qui doit un arriéré au propriétaire, ce dernier ne peut entamer aucune action pour recouvrer ce loyer arriéré tant que l'appel n'a pas été décidé.

Pendant que l'appel est en suspens, un propriétaire a le droit de demander une augmentation dans les limites autorisées à partir de la date prévue pour l'augmentation proposée.

Après audition de l'appel, pouvant avoir lieu dans l'absence d'une partie (l'appel peut être annulé si la partie qui fait appel n'est pas présente), le Conseil rend sa

décision; des copies sont envoyées à toutes les parties. Sur demande le Conseil fournit par écrit les raisons justifiant sa décision.

L'ordre du Conseil est sans appel et engage toutes les parties.

Exemptions de la loi

Certains aspects des relations entre propriétaire et locataire ne relèvent pas de la législation gouvernant la révision des loyers.

La loi sur les propriétaires et les locataires établit la relation entre propriétaire et locataire dans tous ses aspects, à l'exception de ceux qui sont couverts par la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation. Sont compris dans la loi sur les propriétaires et les locataires:

- les obligations du propriétaire concernant l'entretien, l'hygiène, les normes de construction et de sûreté
- les clauses gouvernant la cessation d'un contrat de location, les avis d'expulsion, les avis de loyers arriérés
- les raisons et la procédure pour l'expulsion de locataires, ou autres demandes pouvant être faites par un propriétaire ou un locataire.

Ces points ne relèvent pas de la juridiction de l'agent de révision des loyers. La procédure de révision des loyers ne peut résoudre les litiges qui s'y rapportent.

Des renseignements concernant la loi sur les propriétaires et les locataires peuvent être obtenus auprès des bureaux consultatifs pour propriétaires et locataires, ainsi qu'aux centres de renseignements communautaires.

Certains locaux domiciliaires sont exemptés de la révision des loyers.

Bien que la majorité des habitations locatives relèvent de la loi sur la révision des loyers, certains locaux en sont exclus. Il s'agit des:

- locaux d'un ensemble domiciliaire à but non lucratif où les loyers sont soumis à l'approbation du gouvernement canadien ou du gouvernement de l'Ontario;
- locaux d'un complexe coopératif à but non lucratif, tel que défini dans la Loi nationale sur le logement;
- locaux appartenant à un hôpital public ou sous son administration, à une institution religieuse dans un but charitable non lucratif;

- locaux appartenant aux gouvernements canadien, ontarien, municipal, de district, régional ou métropolitain, ou une de leurs agences, et exploités ou administrés par eux ou en leur nom;
- lorsqu'une assistance financière est apportée au locataire dans le cadre des contrats de location avec le gouvernement de l'Ontario ou une de ses agences.
- locaux d'un hôtel, motel ou centre de vacances loués pour la saison ou pour une période temporaire n'excédant pas 4 mois;
- locaux d'un immeuble dans lequel aucune unité n'a servi d'habitation locative avant le 1^{er} janvier 1976;
- locaux appartenant à un établissement d'enseignement à but non lucratif et sous son administration, servant de logement à des étudiants ou du personnel de l'institution aux termes définis par la loi.

Application de la loi

La procédure de révision des loyers et celles qui régissent l'observation du programme permettent au public de faire valoir ses droits garantis par la loi.

Les locataires et les propriétaires sont tenus de prendre part activement à la protection de leurs droits aux termes de la loi. Une demande déposée au Bureau de révision des loyers est un moyen important de sauvegarder ces droits. L'ordre résultant d'une audience sert de base à la préservation des droits de la personne.

Si une des parties se refuse à obéir à l'ordre, l'autre partie peut se mettre en rapport avec le bureau régional de révision des loyers. Il est aussi possible, sans pour cela présenter une demande de révision de loyer, d'aviser le bureau régional de révision des loyers si un propriétaire essaie de percevoir un loyer plus élevé que la limite ne l'autorise.

Le programme de révision des loyers a établi des procédures d'observation des ordres qui doivent aider les personnes à faire valoir leurs droits. Le Bureau de révision des loyers effectue d'abord une tentative auprès de ceux qui n'obéissent pas à la loi, afin d'éclaircir toute question relative aux exigences législatives.

Si le litige n'est pas tranché, le bureau de révision des loyers explique à la personne intéressée quelle est sa position légale.

L'article 17 de la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation prévoit des poursuites en cas d'infraction à la loi.

C'est commettre une infraction à la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation que de:

- percevoir ou essayer de percevoir une augmentation de loyer supérieure à la limite autorisée par la loi, sans avoir obtenu la permission d'un agent de révision des loyers ou du Conseil de révision des loyers des locaux d'habitation;
- percevoir ou essayer de percevoir plus d'une augmentation de loyers au cours d'une période de douze mois;
- augmenter ou essayer d'augmenter le loyer après le 31 décembre 1978, avant l'échéance de la période de douze mois suivant une augmentation entrant en vigueur avant le 31 décembre 1978;
- percevoir un loyer supérieur au montant maximum autorisé par l'ordre d'un agent de révision des loyers ou du Conseil de révision des loyers;
- refuser de fournir tous les renseignements demandés par un agent de révision des loyers ou le Conseil quand une demande est en cours d'examen;
- donner sciemment de faux renseignements dans les demandes, déclarations ou formulaires nécessités par la loi ou ses règlements;
- refuser de déposer une demande de révision de loyer quand l'agent de révision des loyers l'ordonne.

Une condamnation sommaire pour ces infractions peut se traduire par une amende atteignant \$25,000 pour les sociétés ou \$2,000 pour les particuliers, y compris chaque directeur ou administrateur d'une société contrevenant sciemment à la loi.

Adresse des bureaux de Révision des loyers

Si vous habitez en dehors du territoire dans lequel vous pouvez téléphoner sans frais à votre bureau régional, appelez la téléphoniste et demandez Zenith 9-6000. Vous obtiendrez ainsi la communication sans frais avec le bureau de révision des loyers.

Les propriétaires et locataires désireux de se procurer renseignements, formulaires ou aide aux termes de la loi sur la révision des loyers des locaux d'habitation peuvent s'adresser à un des bureaux régionaux de révision des loyers ci-dessous.

Bureaux et secteurs desservis

Adresse des bureaux

Communauté urbaine de Toronto

Toronto	Révision des loyers de l'Ontario 77-ouest, rue Bloor, 2e étage Toronto M5S 1M2 Tél. 964-8281
Etobicoke	Révision des loyers de l'Ontario 56 Aberfoyle Cres., 4e étage Etobicoke M8X 2W4 Tél. 236-2681
East York	Révision des loyers de l'Ontario 1880, pr. O'Connor, 2e étage Toronto M4A 1W9 Tél. 752-0683
North York	Révision des loyers de l'Ontario 45-est, avenue Sheppard Willowdale M2N 2Z8 Tél. 226-6303
Scarborough	Révision des loyers de l'Ontario 2100-est, chemin Ellesmere Scarborough M1H 3B7 Tél. 438-3452
York	Révision des loyers de l'Ontario 702, chemin Weston Toronto M6N 3R2 Tél. 762-7545

Centre-est

Barrie, pour le comté de Simcoe et la municipalité de district de Muskoka

Révision des loyers de l'Ontario
110-est, rue Dunlop
Barrie L4M 1A5
Tél. 737-2111

Mississauga, pour la municipalité régionale de Peel au sud de la 401

Révision des loyers de l'Ontario
1310-est, rue Dundas
Mississauga L4Y 2C1
Tél. 270-3280

Brampton, pour la municipalité régionale de Peel au nord de la 401

Révision des loyers de l'Ontario, Salle I
85-sud, chemin Kennedy
Brampton L6W 3G1
Tél. 453-7372

Oshawa, pour la municipalité régionale de Durham

Révision des loyers de l'Ontario
74-sud, rue Simcoe, 2e étage
Oshawa L1H 4G6
Tél. 579-4421

Peterborough, pour les comtés de Peterborough, Northumberland, Victoria et Haliburton

Révision des loyers de l'Ontario
340-nord, rue George
Peterborough K9H 7E8
Tél. 743-9511

Richmond Hill, pour la municipalité régionale de York

Révision des loyers de l'Ontario
10255, rue Yonge, 2e étage
Richmond Hill L4C 3B2
Tél. 884-6092

Centre-ouest

Hamilton, pour les municipalités régionales de Hamilton-Wentworth, Halton, Haldimand-Norfolk et le comté de Brant

Révision des loyers de l'Ontario
55-sud, rue Hess, 21e étage
Hamilton L8P 4R8
Tél. 528-8701

Kitchener, pour la municipalité régionale de Waterloo et les comtés de Wellington et Dufferin

Révision des loyers de l'Ontario
30-ouest, rue Duke
Kitchener N2H 3W5
Tél. 579-5790

St. Catharines, pour la
municipalité régionale de
Niagara

Révision des loyers de
l'Ontario
80, rue King, 4e étage
St. Catharines L2R 7G1
Tél. 684-6562

Nord-est

North Bay, pour les districts
de Nipissing et Parry
Sound

Révision des loyers de
l'Ontario
215-est, rue Oak
North Bay P1B 8P8
Tél. 476-1231

Sault-Ste-Marie, pour le dis-
trict d'Algoma

Révision des loyers de
l'Ontario
421, rue Bay, 2e étage
Sault-Ste-Marie P6A 1X3
Tél. 942-1123

Sudbury, pour la
municipalité régionale de
Sudbury et les districts de
Sudbury et Manitoulin

Révision des loyers de
l'Ontario
45-est, rue Elm, 4e étage
Sudbury P3C 1S3
Tél. 673-7173

Timmins, pour les districts
de Cochrane et
Timiskaming

Révision des loyers de
l'Ontario
273, 3e avenue, 2e étage
Timmins P4N 1E2
Tél. 264-9555

Nord-ouest

Kenora, pour les districts de
Kenora et Rainy River

Révision des loyers de
l'Ontario
37-sud, rue Main, 2e étage
Kenora P9N 1S8
Tél. 468-3159

Thunder Bay, pour le dis-
trict de Thunder Bay

Révision des loyers de
l'Ontario
435-sud, rue James, 3e étage
Thunder Bay P7E 6E3
Tél. 475-1595

Sud-ouest

London, pour les comtés de
Middlesex, Oxford, Elgin,
Lambton, Perth et Huron

Révision des loyers de
l'Ontario
80, rue Dundas
London N6A 2P3
Tél. 673-1660

Owen Sound, pour les
comtés de Grey et Bruce

Révision des loyers de
l'Ontario
896-est, 3e avenue, 2e étage
Owen Sound N4K 2K5
Tél. 376-3202

Windsor, pour les comtés
de Essex et Kent

Révision des loyers de
l'Ontario
251, rue Goyeau, 6e étage
Windsor N9A 6V2
Tél. 253-3532

Est

Belleville, pour les comtés
de Hastings et Prince
Edward

Révision des loyers de
l'Ontario, Salle 204
210-est, rue Dundas
Belleville K8N 5G8
Tél. 966-4451

Cornwall, pour les comtés
de Stormont, Dundas &
Glengarry et Prescott &
Russell

Révision des loyers de
l'Ontario
4, chemin Montréal, 3e étage
Cornwall K6H 1B1
Tél. 933-8662

Kingston, pour les comtés
de Frontenac, Lennox &
Addington, Leeds & Gren-
ville et la partie du comté de
Lanark située à l'ouest de la
route 29, à l'exception des
villes de Carleton Place
(voir Ottawa) et Smiths
Falls (voir Ottawa)

Révision des loyers de
l'Ontario
74, rue Brock, 2e étage
Kingston K7L 1R9
Tél. 549-4426

Ottawa, pour la municipalité
régionale d'Ottawa-
Carleton, plus la partie
du comté de Lanark située
à l'est de la route 29, y com-
pris les villes de Carleton
Place et Smiths Falls

Révision des loyers de
l'Ontario
265, avenue Carling, 4e étage
Ottawa K1S 2E1
Tél. 238-5055

Pembroke, pour le comté
de Renfrew

Révision des loyers de
l'Ontario
169, rue William
Pembroke K8A 1N7
Tél. 735-0135



RÉVISION DES LOYERS

3 1761 11469105 8



Ontario

Ministère de
la Consommation
et du
Commerce

William G. Davis, Premier Ministre
Larry Grossman, Ministre